



AMBASSADE DE SUISSE  
AU CHILI

ct						c/a
um						
Vca						
EPD						
Def A. 71.3						

SANTIAGO, le 27 décembre 1974

Calle J. Miguel de la Barra 536  
Casilla 3875  
Téléphone 3 2009

Réf.: 381.0 - MT/dj

RP No.7 et final

CONFIDENTIEL

R é s u m é

Le régime militaire entend garder le pouvoir aussi longtemps que l'intérêt du pays l'exigera. Il ne cesse de se fortifier à tous les échelons, notamment par un perceptible renforcement de l'armée et des carabiniers.

Pendant les quinze premiers mois de gouvernement, la Junte a rétabli l'ordre et la sécurité et mis en marche la reconstruction du pays qui, sous la conduite démagogique du régime Allende, allait, en septembre 1973, directement à la guerre civile et au chaos.

Grâce à la libéralisation des prix, l'économie a repris confiance et s'est remise à produire dans un enchevêtrement de difficultés du passé et du présent. Le pays continue à souffrir une très forte inflation (près de 400% en 1974) et des effets dérivant de la politique antiinflationniste tels que le faible pouvoir d'achat des masses, la chute des ventes, l'augmentation du chômage, etc. Dès janvier 1975, le gouvernement compensera entièrement la hausse du coût de la vie afin d'améliorer les conditions sociales des salariés et le pouvoir d'achat des masses.

En raison de la dictature militaire et des multiples restrictions des libertés constitutionnelles, le peuple est profondément divisé. On peut cependant dire qu'une bonne moitié des gens est du côté de la Junte qu'elle continue à estimer comme son sauveur pour l'avoir préservée de la dictature communiste et de la guerre civile et dans tous les cas, de l'avoir tirée de l'impasse



chaotique dans laquelle le pays se trouvait en août et septembre 1973. L'autre moitié lui est hostile pour des raisons politiques, économiques, sociales, personnelles, etc. De même, les églises sont divisées et il est difficile pour les ecclésiastiques de se garder d'une certaine partialité. Dans l'Eglise catholique, le cardinal lui-même n'a pu rester en bons termes avec la Junte en raison du refus du gouvernement de modifier la pratique des arrestations et des internements administratifs prévue par les dispositions constitutionnelles relatives à l'état d'exception.

La campagne de dénigrement et d'isolement déclenchée contre le Chili par le marxisme international au lendemain du pronunciamiento a indéniablement obtenu des résultats en ce sens que bien des gouvernements font preuve de réserve envers le Chili en matière d'ouverture de crédits, de coopération technique et de collaboration en général et n'hésitent pas à faire campagne contre le Chili ... pour qu'il respecte les droits de l'homme, au même titre que les Etats marxistes totalitaires dont les systèmes de sécurité et de répression tournent en dérision les principes de liberté individuelle et les droits de l'homme qui en dérivent ! La Junte serait désireuse de jouir d'une bonne presse à l'étranger, mais se rend compte que l'influence du marxisme est très forte pour qu'elle puisse modifier son image internationale. Il est difficile de savoir si le régime militaire, qui a pourtant réussi à contrôler la subversion armée, serait disposée à donner des garanties judiciaires aux personnes arrêtées et internées en vertu des dispositions régissant l'état de siège.

Les rapports avec les Etats voisins sont facilement tendus. Les revendications boliviennes d'une ouverture sur l'Océan visent les territoires qui lui avaient été enlevés par le Chili lors de la guerre du Pacifique en 1870. Le Pérou, en raison d'influences croissantes de l'URSS et de Cuba et de ses efforts d'armement, prend de plus en plus aux yeux du Ministère de la défense chilien le caractère d'un adversaire possible que d'un voisin tranquille.



AMBASSADE DE SUISSE  
AU CHILI

SANTIAGO, le 27 décembre 1974

Calle J. Miguel de la Barra 536  
Casilla 3875  
Téléphone 3 2009

Réf.: 381.0 - MT/dj

RP No. 7 et final

CONFIDENTIEL

1. Nonobstant les rivalités entre les trois armes et les carabiniers ainsi que les ambitions personnelles des chefs, les forces armées ne sont pas divisées et présentent à l'intérieur comme à l'extérieur un front uni. Les membres de la Junte sont conscients, en cas de divergences, de la nécessité de les surmonter pour éviter des failles qui pourraient être fatales face aux problèmes intérieurs et à la campagne menée contre le Chili par un certain nombre d'Etats étrangers, marxistes notamment. La Junte détient le pouvoir absolu et dirige le pays dictatorialement en exerçant aussi bien l'exécutif que le législatif dans toute son ampleur. Le pouvoir judiciaire fonctionne de façon indépendante et le "Contralor general" veille à la constitutionnalité des lois, sans immixtion de la Junte.

La dissolution du parlement, l'interdiction de toutes activités politiques, la mise hors-la-loi des anciens partis de l'Unité populaire et la suspension des partis démocratiques, la suppression des anciens organes de presse de l'UP ou leur transformation et une sévère censure, sont autant de faits qui ont réduit la presse autorisée à un appareil d'approbation du régime.

2. Les classes moyennes continuent néanmoins à appuyer le régime militaire, considérant qu'un retour prématuré à la démocratie remettrait tout en question et que le pays ne tarderait pas à retomber dans une phase révolutionnaire infiniment plus violente que pendant la période 1970 à 1973. Beaucoup pensent qu'une levée des mesures restreignant les garanties constitutionnelles et

individuelles feraient surgir une alliance entre l'aile gauche du parti démo-chrétien et les anciens partis de l'UP, en majorité marxistes, qui rongent leur frein en attendant l'heure de la revanche.

Parmi les ouvriers, la situation est complexe. Certains, appartenant aux cellules marxistes, sont farouchement hostiles à la Junte, mais la majorité des ouvriers se sont rendu compte que l'UP les avait trompés par des slogans démagogiques et par des mots d'ordre que leurs propres chefs s'étaient empressés d'oublier au moment même où il aurait fallu combattre pour la révolution. Cette majorité avait assisté jour après jour à la destruction de l'économie entraînant la disparition des produits alimentaires et des biens de consommation courante. Aujourd'hui cette majorité, à en croire un certain nombre de sondages faits par des observateurs impartiaux, préféreraient travailler dans l'ordre et la sécurité, à l'abri des pressions abusives d'activistes et d'extrémistes, que dans l'ambiance de pagaille créée de toutes pièces par ceux qui se disaient révolutionnaires.

3. L'inflation, le renchérissement (380% environ en 1974), les maigres rétributions et le chômage croissant sont, sur le plan économique et social, la dure réalité que vivent tous ceux qui dépendent d'un salaire.

Pour sortir du chaos il fallut, dès septembre 1973, encourager l'effort général et individuel devant permettre la reconstruction de l'économie. D'où la libéralisation des prix d'une part et la réduction des dépenses de l'administration et du secteur social, comme la compensation partielle du renchérissement d'autre part. Cette politique a rendu confiance aux producteurs et permis la remise en marche de l'économie, accompagnée cependant d'effets négatifs comme le faible pouvoir d'achat des masses, la récession des ventes et l'augmentation du chômage.

Le gouvernement entend y remédier dans la mesure du possible en assurant à tous les travailleurs la compensation intégrale du renchérissement à partir de janvier 1975. Le pouvoir d'achat des masses en sera amélioré, mais arrivera-t-on à réduire l'inflation de façon substantielles ? Le gouvernement est optimiste, mais les observateurs en doutent étant donné d'une part la hausse des prix internationaux, notamment celui du pétrole que le Chili importe pour couvrir le 77% de sa consommation, et l'énorme charge que représentent l'administration, le secteur socialisé et la faible productivité du travailleur chilien d'autre part.

Notons que le gouvernement distribue les terres réformées à ceux qui les travaillent, en propriétés familiales ou individuelles, ce qui a beaucoup encouragé l'augmentation de la production agricole, 17% en 1974, et on escompte une augmentation de 30 à 40% en 1975, ce qui permettrait de réduire considérablement les importations de produits alimentaires.

Le gouvernement s'efforce de réduire le secteur socialisé en cédant au secteur privé les entreprises qu'il considère peu aptes à la gestion par l'Etat. Citons que l'Etat a vendu des entreprises à leurs propres travailleurs et que plusieurs d'entre elles obtiennent des résultats satisfaisants.

Le gouvernement chilien entama des négociations et conclut même des accords d'indemnisations avec les compagnies américaines qui avaient été spoliées par la nationalisation des mines de cuivre. Cette politique de bonne volonté et d'équité a contribué à rasséréner les relations avec les USA.

4. Sur le plan international, le Chili souffre indéniablement d'un isolement politique croissant et de conséquences fâcheuses pour lui. La Junte, qui ne se fait aucune illusion sur la nature de l'offensive marxiste, ne semble cependant guère pressée de

modifier les dispositions constitutionnelles qui permettent à l'exécutif, en temps d'état de siège, de procéder à l'arrestation et à l'internement administratif de personnes sans garanties judiciaires pour les détenus. C'est là que réside essentiellement la question de la violation des droits de l'homme.

Les rapports avec les états voisins sont sujet à fluctuations. Ceux avec l'Argentine sont actuellement relativement bons, le gouvernement argentin étant exposé à l'action subversive de l'extrême gauche. La Bolivie continue à revendiquer l'accès à l'Océan, c'est-à-dire la partie du territoire que le Chili lui avait pris lors de la guerre du Pacifique en 1870. Ce pays, s'il était tenté par le démon de l'aventure ou de la revanche et poussé par les Etats qui ont intérêt à profiter de toute discorde, pourrait passer à l'action militaire contre le Chili.

En ce qui concerne le Pérou, on suit avec attention dans les milieux officiels de Santiago les événements péruviens et on croit que le gouvernement péruvien subit de façon croissante l'influence de l'URSS (et de Cuba) qui fournirait de l'armement ainsi que des spécialistes militaires soviétiques. C'est du Pérou que pourrait venir le danger.

---

Comme on le voit, les problèmes chiliens sont nombreux, mais qui n'en a pas aujourd'hui, même dans les pays qui se croyaient récemment encore à l'abri de crises durables !

*Mauer*